

Table des matières

Préface	MULTIPLES FACETTES DU DROIT PÉNAL SOCIAL ET DE SON EFFECTIVITÉ Pierre-Paul VAN GEUCHTEN	3
Chapitre 1	UN JOUR, PEUT-ÊTRE UN CODE PÉNAL SOCIAL... Fabienne KÉFER	13
Section 1.	Un peu d'histoire et d'actualité	13
Section 2.	L'architecture générale du projet de code	15
§ 1.	Le Livre premier	15
§ 2.	Le Livre II	16
Section 3.	Les grands axes du projet de code	16
§ 1.	L'amélioration de l'accès à la norme juridique	17
A.	Les deux règles de principe	18
1.	La réécriture des incriminations	18
2.	L'exhaustivité du projet de code	19
3.	Observations	19
B.	Les deux exceptions aux principes	20
1.	La santé et la sécurité au travail	20
2.	Les conventions collectives de travail	20
C.	Les deux règles de forme	24
§ 2.	L'inscription des infractions et des sanctions dans un schéma répressif cohérent	24
A.	La gradation	24
B.	La répression des comportements frauduleux	27

C.	Le régime répressif	27
D.	Les infractions en matière de sécurité sociale	27
§ 3.	La généralisation du système d'amendes administratives à toutes les matières	28
§ 4.	Un plus grand respect des droits de la défense au cours de la phase de surveillance	28
§ 5.	L'adaptation d'un certain nombre de règles aux besoins d'une meilleure prévention et d'une politique moderne de recherche	29
A.	Les pouvoirs des services d'inspection	29
B.	Les visites domiciliaires	30
C.	Le droit de réquisition de l'auditeur et du juge d'instruction	31
§ 6.	La modernisation de la procédure tendant à appliquer une amende administrative	32
Chapitre 2	LES POUVOIRS DES INSPECTEURS SOCIAUX	33
	Jean-Claude HEIRMAN	
Section 1.	La genèse de l'inspection du travail en Belgique	33
§ 1.	L'inspection du travail au XIX ^{ème} siècle	33
§ 2.	L'inspection du travail contemporaine	35
Section 2.	Absence d'un service unique d'inspection du travail	36
§ 1.	Le service d'inspection sociale générale	36
§ 2.	La Commission royale pour la réforme de la sécurité sociale	37
§ 3.	Le protocole de collaboration de 1993 et la loi de 2003	37
Section 3.	L'inspection du travail en Belgique	38
§ 1.	Pouvoirs des membres de l'inspection des lois sociales	41
A.	Le pouvoir d'appréciation	42

1.	Notion	42
2.	Indépendance à l'égard des autorités judiciaires ?	43
3.	Tempéraments au pouvoir d'appréciation	44
4.	Quelques mots au sujet du procès-verbal (L. 16 novembre 1972, art. 9)	45
	a. Généralités	45
	b. L'envoi du <i>pro justitia</i>	47
B.	Les pouvoirs d'investigation	49
1.	Droit d'accès	49
2.	Interrogatoire et vérification des identités	53
3.	Recherche et consultation des supports d'information	54
	a. Que faut-il entendre par droit de rechercher des supports d'information ?	56
	b. Absence de l'employeur	58
	c. Opposition de l'employeur	58
	d. Copie des supports d'information	59
	e. Saisie et mise sous scellés de supports d'information	60
	f. Information de l'employeur	60
4.	Autres pouvoirs reconnus par l'article 4 de la loi du 16 novembre 1972	61
C.	Formalités obligatoires et droit de recours	63
1.	Élaboration d'un constat écrit (L. 16 novembre 1972, art. 4 ^{quinquies})	64
2.	Recours (L. 16 novembre 1972, art. 4 ^{sexies})	65
D.	Pouvoir d'informer le président du tribunal de commerce aux fins d'ordonner la cessation d'activité d'un employeur	66
1.	Base légale	66
2.	Procédure administrative	66
3.	La loi du 13 avril 1995	67

E.	Droit de communiquer et de rechercher des renseignements	68
1.	Droit de communiquer des renseignements	68
2.	Droit de rechercher des renseignements	70
3.	Droit d'utiliser les informations obtenues	70
4.	Coopération internationale	71
F.	L'obstacle à la surveillance	72
1.	Définition	73
2.	Le droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination	74
G.	Droit de requérir l'assistance de la police fédérale ou locale	76
1.	Réquisition	76
2.	Coopération	76
H.	Pouvoirs destinés à protéger la santé et la sécurité des travailleurs	77
I.	Officiers de police judiciaire	77
J.	Sanctions prévues par la loi du 16 novembre 1972	78
1.	Phase judiciaire	78
2.	Phase administrative	80
§ 2.	Principaux devoirs des inspecteurs sociaux	81
§ 3.	Secret professionnel	83
§ 4.	Intérêt direct ou indirect dans les entreprises	84
Section 4.	La mise en place de structures de collaboration entre les différents services de l'inspection du travail	84
§ 1.	Introduction	84
§ 2.	En route vers le SIRS	85
§ 3.	Plans stratégique et opérationnel	87
§ 4.	Le Service d'information et de recherche sociale	88

§ 5.	L'Assemblée générale des partenaires	89
A.	Composition	89
B.	Missions	90
§ 6.	Le Bureau fédéral d'orientation	90
A.	Le Comité de direction	90
B.	Les autres organes du Bureau	90
C.	Les missions du Bureau	91
D.	Le directeur du Bureau	92
§ 7.	Les cellules d'arrondissement	93
A.	Composition	93
B.	Missions	94
C.	Le GIR	94
D.	Le secrétariat	95
E.	Résultats	95
F.	Autres protocoles de collaboration	95
§ 8.	La Commission de partenariat	97
§ 9.	Quelques règles générales qui doivent être observées lors de visites d'inspection	97
A.	Visites « ordinaires » d'inspection	98
1.	Le choix du moment de la visite	98
2.	L'avertissement préalable	98
3.	La visite d'inspection	99
4.	La provocation de l'infraction	99
B.	Méthodes de contrôle applicables lors des actions d'envergure	99
1.	La règle de la proportionnalité	100
2.	La règle de la discrétion	100
3.	La règle de la rapidité	100

4.	L'étalement des auditions	101
5.	L'effet de rafle à éviter	101
6.	L'information aux personnes concernées	101
7.	Contacts avec la presse	101
Conclusion		102
Chapitre 3	L'IMPUTABILITÉ D'UNE INFRACTION DE DROIT PÉNAL SOCIAL À UNE PERSONNE PHYSIQUE	105
	Charles-Eric CLESSE	
Section 1.	Introduction	105
Section 2.	Les personnes physiques pénalement responsables	106
§ 1.	Considérations liminaires	106
§ 2.	Les quatre catégories de responsables pénaux	107
A.	L'employeur	107
B.	Le mandataire	108
1.	Les administrateurs et gérants	109
a)	La théorie du mandat	109
b)	La théorie de l'organe	110
2.	Les autres mandataires	111
3.	Les secrétariats sociaux	112
C.	Le préposé	115
D.	Le travailleur	116
1.	La loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie	117
2.	La loi du 30 décembre 1950 organisant l'industrie diamantaire	117
3.	La loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence	118

4.	Les règlements (CEE) n ^{os} 3821/85 et (CE) 561/06	118
5.	L'obstacle au contrôle	119
Section 3.	La détermination de la personne pénalement responsable	119
§ 1.	L'existence d'une personne déterminée	119
§ 2.	Le cumul de personnes pénalement responsables	120
§ 3.	L'association de fait	122
Section 4.	La responsabilité pénale	123
§ 1.	Considérations liminaires	123
§ 2.	L'élément matériel	124
A.	Notions	124
B.	L'infraction par action	124
C.	L'infraction par omission	124
1.	Qui ?	125
2.	Quoi ?	125
3.	Comment ?	126
§ 3.	L'élément moral	127
A.	Notions	127
B.	La transgression de l'infraction constitutive d'élément moral	128
§ 4.	L'imputabilité morale	129
A.	Notions	129
B.	La force majeure	130
1.	Notions	130
2.	Les situations exclusives de force majeure	131
3.	Les hypothèses dans lesquelles la force majeure a été reconnue	132
C.	L'état de nécessité	133

1.	Notions	133
2.	Les situations exclusives d'état de nécessité	134
3.	Les hypothèses dans lesquelles l'état de nécessité a été reconnu	135
§ 5.	L'erreur ou l'ignorance invincible	136
A.	Notions	136
B.	Les situations exclusives d'erreur ou d'ignorance invincible	137
C.	Les hypothèses dans lesquelles l'erreur ou l'ignorance invincible a été reconnue	138
D.	Appendice : la bonne foi	139
E.	L'ordre de l'autorité ou le fait du prince	139
F.	Une cause d'excuse absolutoire : l'article 5 du Code pénal	140
1.	Notions	140
2.	Le décumul de responsabilité	141
a)	L'infraction commise par négligence	142
b)	L'infraction commise sciemment ou volontairement	145
	Conclusions	146
	Chapitre 4 LA NATURE ET L'UTILITÉ DES CONDAMNATIONS D'OFFICE EN DROIT PÉNAL SOCIAL Dominique HAUTIER	147
	Section 1. Introduction	147
	Section 2. Les condamnations d'office à payer les arriérés	150
§ 1.	Considérations liminaires	150
§ 2.	La condamnation d'office au paiement des cotisations de sécurité sociale	151
§ 3.	Les cotisations à un fonds de sécurité d'existence	152

§ 4.	La sécurité sociale des marins	154
§ 5.	Les jours fériés	154
§ 6.	Les pécules de vacances	154
§ 7.	Les allocations familiales	155
Section 3.	Les condamnations d'office à une indemnité forfaitaire	156
§ 1.	La sécurité sociale des travailleurs salariés	156
§ 2.	La sécurité sociale des marins	158
§ 3.	Les vacances annuelles	158
Section 4.	La nature de ces condamnations	159
Section 5.	Conclusions	167
Chapitre 5	LES AMENDES ADMINISTRATIVES EN DROIT PÉNAL SOCIAL : L'ÉTAT DE LA QUESTION ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR	169
	François LAGASSE	
Section 1.	La répression administrative organisée par la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales	169
§ 1.	Raison d'être d'une répression administrative	169
§ 2.	La répression administrative organisée par la loi du 30 juin 1971	172
A.	Les infractions susceptibles de déboucher sur la répression administrative	172
B.	Règles de cumul et de concours	176
C.	La procédure de répression administrative	181
D.	Le recours judiciaire contre la décision administrative	185
§ 3.	Appréciation critique	188

Section 2.	La répression administrative telle que prévue par le projet de code de droit pénal social	190
§ 1.	Introduction	190
§ 2.	Les dispositions du projet de code de droit pénal social relatives à la répression administrative	190
§ 3.	Bref commentaire	194
Conclusion		195
BIBLIOGRAPHIE		197